

Rapport financier semestriel au 30 juin 2013

Société anonyme au capital de 620.907,60 euros Siège social : 115, avenue Lacassagne, 69003 Lyon

487 647 737 RCS Lyon

INDEX

- 1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel
- 2. Rapport semestriel d'activité
- 3. Information financière semestrielle 2013 normes IFRS
- 4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

1. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis

conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du

patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel

d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les

six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales

transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des

principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Gérard Soula

Président directeur général d'ADOCIA

3

- 1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel
- 2. Rapport semestriel d'activité
- 3. Information financière semestrielle 2013 normes IFRS
- 4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

ADOCIA

Société anonyme au capital de 620.907,60 euros Siège social : 115 avenue Lacassagne - 69003 Lyon 487 647 737 R.C.S. Lyon

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Exercice clos le 30 juin 2013

1.1. Faits marquants du 1er semestre 2013 :

Durant le premier semestre, la Société a intensifié ses travaux de recherche afin de constituer les dossiers cliniques nécessaires au lancement de trois études prévues sur des patients diabétiques de type I. Ces études sont programmées à partir du second semestre sur les projets insulines combos, insuline rapide humaine Hinsbet® et insuline analogue ultra rapide.

Par ailleurs, la Société a reçu un avis scientifique de l'Agence européenne des médicaments (EMA), qui a confirmé qu'une seule étude européenne de phase III pour le traitement de l'ulcère du pied diabétique serait requise pour l'autorisation de mise sur le marché. La réorganisation des autorités règlementaires en Inde génère des délais dans l'approbation des dossiers qui lui sont soumis. La société est ainsi, à ce jour, toujours dans l'attente d'une réponse concernant le lancement de l'essai clinique de phase III.

Enfin, la Société a renforcé son portefeuille brevets, avec l'obtention aux Etats-Unis de trois brevets, dont un majeur couvrant des Biochaperone® en développement clinique et le dépôt de deux nouveaux brevets couvrant les innovations dans le domaine de l'insuline.

1.2. Evènements postérieurs au 30 juin 2013 :

En date du 9 juillet 2013, la Société a encaissé un montant de 3,068 millions d'euros au titre du Crédit d'Impôt Recherche sur les dépenses générées durant l'exercice 2012, portant ainsi la trésorerie à 23,5 millions d'euros à fin août 2013.

En date du 29 juillet 2013, la Société a annoncé, par communiqué de presse, la fin de sa collaboration avec Eli Lilly. En effet, il a été décidé en accord avec la société Eli Lilly de ne pas poursuivre le programme de recherche commun prévu dans le contrat de licence signé en décembre 2011 qui donnait accès à la technologie BioChaperone® pour la formulation d'analogue d'insuline à action rapide.

En conséquence, la Société reprend ses droits sur le développement d'une insuline analogue ultra-rapide et a annoncé qu'elle entendait poursuivre de manière active ce projet, fort des résultats cliniques de phase I obtenus dans le cadre de la collaboration avec Eli Lilly.

Cet évènement impactera les comptes du troisième trimestre 2013 qui bénéficieront de la reconnaissance en chiffres d'affaires du solde de *l'up-front payment* qui restait à amortir (soit 4,6 millions de revenus sans aucun impact cash).

1.3. Commentaires sur les comptes semestriels :

Les résultats de la Société au 30 juin 2013 se caractérisent par :

- Une situation financière saine avec 22,8 millions d'euros de trésorerie, soit une consommation de trésorerie de 7,7 millions d'euros sur les 6 premiers mois de l'année.
- O Une perte opérationnelle de 4,6 millions d'euros sur le premier semestre contre 1,7 millions d'euros pour la période de 6 mois se terminant au 30 juin 2012. Ces résultats sont en ligne avec les prévisions du management et sont le reflet des investissements de recherche et développement réalisés sur ce premier semestre.

Les dépenses d'exploitation progressent de 1,5 millions d'euros (26%) par rapport aux 6 premiers mois 2012 alors que les produits opérationnels sont en diminution par rapport au premier semestre 2012 qui avait bénéficié de de 1,4 million comptabilisé en prestations de recherche..

Le tableau ci-après résume les comptes semestriels établis pour les périodes de 6 mois se terminant le 30 juin 2013 et le 30 juin 2012 :

	30/06/2013	30/06/2012
En milliers d'euros-Normes IFRS		
Produits opérationnels	2 739	4 107
Dépenses de recherche et développement Frais généraux	(6 460) (926)	(5 094) (776)
Charges opérationnelles	(7 386)	(5 870)
Résultat opérationnel (perte)	(4 647)	(1 762)
Résultat financier net	25	13_
Résultat net (perte)	(4 622)	(1 749)
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) Perte nette par action (en €)	6 203 (0,7)	5 739 (0,3)

Produits opérationnels

Le tableau suivant présente le détail des produits opérationnels pour chacune des périodes :

En milliers d'euros-Normes IFRS	30/06/2013	30/06/2012
Contrats de recherche et collaboration	-47	1 398
Revenus de licences	953	1 151
Chiffre d'affaires (a)	905	2 548
Subventions, financements publics et crédit d'impôt recherche (b)	1 834	1 558
Produits opérationnels (a)+(b)	2 739	4 107

- Les produits opérationnels au 30 juin 2013 sont en baisse de 33% par rapport à ceux enregistrés sur la même période en 2012.
- Les revenus de licences s'élèvent à près de 1 million d'euros en ligne avec le premier semestre 2012. Ils correspondent essentiellement à l'amortissement du paiement initial (*up-front payment*) de 7,6 millions d'euros reçu au titre du contrat signé avec Eli Lilly sur le développement d'une formulation d'insuline analogue ultra rapide.
- Compte tenu du stade de développement des projets, aucun revenu lié aux prestations de recherche et collaboration n'a été enregistré sur les 6 premiers mois de l'année 2013. Sur la même période 2012 un montant de 1,4 million d'euros avait été comptabilisé.
- Les autres produits opérationnels sont principalement constitués du Crédit d'Impôt Recherche pour un montant total de 1,8 million d'euros contre 1,6 million d'euros au 30 juin 2012. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des dépenses de recherche et développement éligibles sur la période concernée.

Charges opérationnelles

En milliers d'euros-Normes IFRS	30/06/2013	30/06/2012
Dépenses de recherche et de développement	(6 460)	(5 094)
Frais généraux	(926)	(776)
Charges opérationnelles	(7 386)	(5 870)

- Les charges opérationnelles augmentent de 26%, soit +1,5 million d'euros, passant de 5,9 millions d'euros pour les 6 premiers mois de l'exercice 2012 à 7,4 millions d'euros pour les 6 premiers mois de l'exercice 2013.
- Près de 87% de charges opérationnelles portent sur des dépenses en recherche et développement et traduisent l'intensification des efforts portés par la Société sur les différents projets du portefeuille.
 - Les dépenses externes représentent 53% du total des charges opérationnelles de R&D et sont en hausse de 28% par rapport aux six premiers mois de l'année.
 Ce poste se compose essentiellement de coûts de sous-traitance liée aux études précliniques et cliniques.
 - Les charges de personnel représentent le deuxième poste de dépenses avec plus de 38% du total. L'augmentation de 29% par rapport aux six premiers mois 2012 reflète les embauches réalisées en 2012 pour soutenir la croissance de la société et supporter les projets.

Eléments de bilan

En milliers d'euros-Normes IFRS	30/06/2013	30/06/2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 814	33 705
Total actif	30 378	40 308
Capitaux propres	18 852	27 325
Dettes financières	2 086	2 442

- Au 30 juin 2013, le montant de la trésorerie et équivalents trésorerie détenus par la Société s'élève à 22,8 millions d'euros, contre 30,5 millions d'euros au 31 décembre 2012.
- Les capitaux propres passent de 23 millions d'euros à fin décembre 2012 à 18,8 millions d'euros à fin juin 2013, reflétant principalement la perte des six premiers mois de l'exercice 2013.
- Les dettes financières, qui s'élèvent à 2,1 millions d'euros à fin juin 2013, concernent principalement les avances remboursables reçues de l'agence française pour l'innovation Oséo sur les projets ostéoporose et insuline.

Sur le premier semestre, la Société a remboursé un montant de 0,4 million d'euros sur l'avance reçue pour le projet ostéoporose; ce remboursement était prévu au contrat conclu en 2007.

1.4. <u>Risques et incertitudes concernant l'activité de l'entreprise pour le deuxième</u> semestre de l'exercice:

Les facteurs de risques affectant la Société sont présentés au chapitre 4 du document de référence, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») et disponible

sur le site internet de la Société : www.adocia.com. Il n'y a pas de nouveau facteur de risque pour le premier semestre 2013.

1.5. Relations avec les parties liées :

Les relations avec les parties liées au cours de la période sont présentées en Note de l'information financière semestrielle établie selon la norme IAS 34 ci-après (Partie 5).

- 1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel
- 2. Rapport semestriel d'activité
- 3. Information financière semestrielle 2013 normes IFRS
- 4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

SA au capital de 620.907,60€ Siège social : 115 avenue Lacassagne, 69003 Lyon

Période : du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

ETAT DE SITUATION FINANCIERE ACTIF - (K€)	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Écarts d'acquisition			
Immobilisations incorporelles		12	13
Matériel de laboratoire	4.1	514	555
Autres immobilisations corporelles	4.1	303	384
Participation dans les entreprises associées			
Actifs financiers	4.5	377	329
Actifs d'impôts différés			
ACTIF NON COURANT		1 205	1 281
Stocks		118	103
Clients et comptes rattachés	4.3	3	316
Actif d'impôt exigible			
Autres actifs courants	4.4	6 238	4 465
Trésorerie et équivalents de trésorerie		22 814	30 462
ACTIF COURANT		29 172	35 345
** TOTAL GENERAL **		30 377	36 627

ETAT DE SITUATION FINANCIERE	Notes	30/06/2013	31/12/2012
PASSIF - (K€)			
Capital social		621	620
Prime d'émission		48 944	48 498
Écarts de conversion du groupe			
Réserves – part du groupe		-26 092	-20 095
Résultat – part du groupe		-4 621	-5 995
INTERÊTS NON CONTRÔLANTS			
CAPITAUX PROPRES	4.6	18 852	23 028
Dettes financières long terme	4.7	2 002	2 046
Provisions à long terme	4.8	213	198
Passifs d'impôt différés			
Autres passifs non courants			
PASSIFS NON COURANTS		2 216	2 244
Provisions			
Dettes financières court terme	4.7	84	396
Autres passifs financiers courants	4.7	12	23
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.9	3 219	3 824
Autres passifs courants	4.9	5 995	7 111
PASSIFS COURANTS		9 310	11 354
** TOTAL GENERAL **		30 377	36 626

ETAT DU RESULTAT GLOBAL	Notes	30/06/2013	30/06/2012
(K€)			
Chiffre d'affaires	4.11	905	2 548
Autres revenus	4.12	1 834	1 559
Total produits		2 739	4 107
Charges d'exploitation hors dotations et reprises	4.13	-7 149	-5 709
Dotations et reprises d'amortissements et provisions	4.15	-238	-161
Résultat opérationnel courant		-4 647	-1 762
Autres produits et charges opérationnels		0	0
Résultat opérationnel		-4 647	-1 762
Produits financiers		71	75
Charges financières		-46	-62
Résultat financier	4.16	25	13
Résultat avant impôt		-4 622	-1 749
Charge d'impôt			0
Résultat net		-4 622	-1 749
Intérêts non contrôlants			
Résultat net part du groupe		-4 622	-1 749
Résultat de base par action (€)	4.17	-0,7	-0,3
Résultat dilué par action (€)		-0,7	-0,3
Résultat net part du groupe		-4 622	-1 749
Autres éléments du résultat global			
Résultat global de l'exercice		-4 622	-1 749

VARIATION DES CAPITA PROPRES (K€)	UX	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves et résultat	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts non contrôlants
	31/12/2011	4 458 710	446	24 038	-20 154	4 329	
Résultat de la période					-1 749	-1 749	
Augmentation de capital		1 723 066	172	27 190		27 362	
Paiements fondés sur des actions		13 300	1	-1	37	37	
Autres éléments du résultat global							
Frais d'augmentation de capital				-2 024		-2 024	
Autres				-631		-631	
	30/06/2012	6 195 076	619	48 573	-21 868	27 324	
Résultat de la période					-4 245	-4 245	
Augmentation de capital							
Paiements fondés sur des actions		2 800		-1	23	22	
Autres éléments du résultat global							
Frais d'augmentation de capital				-6		-6	
Autres				-68		-68	
	31/12/2012	6 197 876	619	48 498	-26 090	23 028	
Résultat de la période					-4 622	-4 622	
Augmentation de capital							
Paiements fondés sur des actions		11 200	1	-1	-2	-2	
Autres éléments du résultat global							
Frais d'augmentation de capital				_			
Autres				447	1	448	
	30/06/2013	6 209 076	620	48 944	-30 713	18 851	

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE (K€)	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net	-4 622	-1 749
Dotation nette aux amortissements & provisions (hors actif circulant)	229	161
Plus ou moins value de cession d'actifs immobilisés		
Charges et produits calculés	43	-29
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	-4 349	-1 618
Coût de l'endettement financier net		
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	-4 349	-1 618
Impôts versés		
Variation du BFR (y compris avantages au personnel)	-3 196	5 368
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	-7 545	3 750
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles	-103	-367
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		5
Acquisitions d'actifs financiers non courants		
Cession d'actifs financiers non courants		
Autres flux liés aux opérations d'investissement	400	-1 000
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	297	-1 362
Augmentation de capital		25 338
Nouveaux emprunts et avances remboursables		800
Remboursements d'emprunts et d'avances remboursables	-400	-720
Intérêts financiers nets versés		
Autres flux liés aux opérations de financement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-400	25 418
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-7 648	27 807
Trésorerie d'ouverture	30 462	5 905
Trésorerie de clôture	22 814	33 705

Analyse détaillée de la variation du besoin de fond de roulement (BFR) :

BFR	Variation		Variation	
<u>(K€)</u>	2013/2012 2012/		12/2011	
Stocks	-	15		3
Clients et comptes rattachés		313		7 281
Autres créances et avances	-	1 868	-	1 775
Charges constatées d'avance / autres créances		96		208
Provision - avantages au personnel	•	-		-
Fournisseurs et comptes rattachés		606	-	752
Autes dettes		163		149
Produits constatés d'avance / autres dettes		953		953
Variation du BFR	-	3 196		5 368

Composantes de la trésorerie nette analysée par nature et rapprochement avec le bilan :

TRESORERIE NETTE	30/06/2013	31/12/2012
<u>(K€)</u>		
Valeurs mobilières de placement (échéance < 3 mois)	19 421	27 581
Disponibilités	3 393	2 881
Trésorerie nette	22 814	30 462

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 30 JUIN 2013

Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette note annexe sont en milliers d'€

1. PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET DES EVENEMENTS MAJEURS

1.1. INFORMATION RELATIVE A LA SOCIETE ET A SON ACTIVITE

ADOCIA est une société anonyme de droit français créée le 22 décembre 2005.

Son activité est centrée sur la recherche et le développement de produits innovants pour le traitement des maladies chroniques.

La société est cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis le 20 février 2012.

Les états financiers résumés aux normes IFRS d'ADOCIA pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 4 septembre 2013 et autorisés à la publication.

1.2. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En date du 9 juillet 2013, la Société a encaissé un montant de 3,068 millions d'euros au titre du Crédit d'Impôt Recherche sur les dépenses générées durant l'exercice 2012, portant ainsi la trésorerie à 23,5 millions d'euros à fin août 2013.

En date du 29 juillet 2013, la Société a annoncé, par communiqué de presse, la fin de sa collaboration avec Eli Lilly. En effet, il a été décidé en accord avec la société Eli Lilly de ne pas poursuivre le programme de recherche commun prévu dans le contrat de licence signé en décembre 2011 qui donnait accès à la technologie BioChaperone® pour la formulation d'analogue d'insuline à action rapide.

En conséquence, la Société reprend ses droits sur le développement d'une insuline analogue ultrarapide et a annoncé qu'elle entendait poursuivre de manière active ce projet, fort des résultats cliniques de phase I obtenus dans le cadre de la collaboration avec Eli Lilly.

Cet évènement impactera les comptes du troisième trimestre 2013 qui bénéficieront de la reconnaissance en chiffres d'affaires du solde de *l'up-front payment* qui restait à amortir (soit 4,6 millions de revenus sans aucun impact cash).

2. METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES RETENUS POUR L'ETABLISSEMENT DES COMPTES

2.1. PRINCIPES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES

Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers semestriels de la société ADOCIA au titre de la période close le 30 juin 2013 sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté de ces comptes.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Principes de préparation des états financiers

Les états financiers semestriels ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (Information financière intermédiaire sous forme résumée).

Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Ceux-ci sont disponibles sur le site internet www.adocia.com.

Continuité d'exploitation

L'hypothèse de la continuité d'exploitation a été retenue compte tenu de la capacité financière de la Société (trésorerie disponible) au regard de ses besoins de financement des 12 prochains mois.

Principes et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société dans les états financiers semestriels sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Le produit constaté au 30 juin 2013 (22K€) suite à la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est enregistré dans les comptes conformément à la norme IAS 19, en déduction des charges du personnel.

Par ailleurs, les nouveaux textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 sont les suivants :

Normes, amendement de normes et interprétations applicables depuis le 1er janvier 2013 :

- Amendements IAS 1 Présentation des états financiers présentation des autres éléments du résultat global (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012);
- Amendements IAS 12 Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013);
- Amendements IAS 19 Avantages post-emploi Comptabilisation des régimes à prestations définies (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements IFRS7 Instruments financiers : informations à fournir Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;
- IFRS 13 Evaluation de la juste valeur (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;
- IAS 16 Immobilisations corporelles (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013);

Ces nouvelles normes ne font pas l'objet de développements dans le cadre de l'information financière intermédiaire dans la mesure où les impacts ont été jugés non significatifs.

Ainsi l'amendement IAS19 n'a pas donné lieu à un retraitement rétroactif du fait de son impact peu significatif.

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application ultérieure, endossés par l'Union européenne :

- Amendements IAS 32 Instruments financiers : présentation (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014).
- IFRS 10 Etats financiers consolidés (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- IFRS 11 Partenariats (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014);
- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- IAS 27 révisée : Etats financiers individuels (applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014)
- IAS 28 révisée Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er ianvier 2014).
- Amendements IFRS 10, 11, 12 : dispositions transitoires (applicables aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).

La Société n'a pas appliqué par anticipation ces interprétations. Aucune d'elles ne devrait avoir d'incidence significative sur les états financiers.

2.2. UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faites par la Direction de la Société ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers clos le 31 décembre 2012.

3. FAITS MARQUANTS

Durant le premier semestre, la Société a intensifié ses travaux de recherche afin de constituer les dossiers cliniques nécessaires au lancement de trois études prévues sur des patients diabétiques de type I. Ces études sont programmées à partir du second semestre sur les projets insulines combos, insuline rapide humaine Hinsbet® et insuline analogue ultra rapide.

Par ailleurs, la Société a reçu un avis scientifique de l'Agence européenne des médicaments (EMA), qui a confirmé qu'une seule étude européenne de phase III pour le traitement de l'ulcère du pied diabétique serait requise pour l'autorisation de mise sur le marché. La réorganisation des autorités

règlementaires en Inde génère des délais dans l'approbation des dossiers qui lui sont soumis. La société est ainsi, à ce jour, toujours dans l'attente d'une réponse concernant le lancement de l'essai clinique de phase III.

Enfin, la Société a renforcé son portefeuille brevets, avec l'obtention aux Etats-Unis de 3 brevets, dont un majeur couvrant des Biochaperone® en développement clinique et le dépôt de deux nouveaux brevets couvrant les innovations dans le domaine de l'insuline.

4. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS A CERTAINES RUBRIQUES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

4.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES (K€)	BRUTES Matériel de Agencements et laboratoire installations		Mobilier, matériel de bureau	Total	
Total valeur au 31 décembre 2012	1 439	530	533	2 502	
Acquisitions	69	2	23	94	
Cessions				0	
Total valeur au 30 juin 2013	1 508	532	556	2 596	

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (K€)	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
Total valeur au 31 décembre 2012	885	323	357	1 565
Dotations	109	61	45	215
Reprises / Sorties				0
Total valeur au 30 juin 2013	994	384	402	1 780

VALEURS NETTES (K€)	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
Total valeur au 31 décembre 2012	554	207	176	937
Total valeur au 30 juin 2013	514	148	154	815

La Société possède un seul bien financé par crédit-bail dont la valeur d'acquisition est de k€68, financé sur 3 ans.

4.2. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX IMPOTS DIFFERES

Sur la base des mêmes règles que celles du 31 décembre 2012, la société n'a pas reconnu d'impôt différé actif au 30 juin 2013.

4.3. CREANCES CLIENTS

CREANCES CLIENTS (K€)	30/06/2013	31/12/2012
Valeur brute	3	316
Dépréciation	0	0
Valeur nette totale	3	316

L'intégralité des créances clients est non échue.

4.4. AUTRES ACTIFS COURANTS

AUTRES ACTIFS COURANTS (K€)	30/06/2013	31/12/2012
Crédit d'impôt recherche	4 891	3 061
Créances de TVA	923	822
Fournisseurs débiteurs	157	219
Charges constatées d'avance	252	348
Divers	14	15
Total Autres Actifs Courants	6 237	4 465

L'intégralité des autres actifs courants a une échéance inférieure à un an.

Le crédit d'impôt recherche au 30 juin 2013 est estimé sur la base des dépenses de recherche engagées à cette date et éligibles au crédit d'impôt recherche.

Les charges constatées d'avance se rapportent à des dépenses courantes.

Le poste divers comprend les créances sociales et autres débiteurs.

4.5. CLASSEMENT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS

Les seuls actifs financiers à la juste valeur sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, composés de SICAV monétaires en euro, comptes à terme cotés sur un marché actif et comptes rémunérés : ils constituent ainsi des actifs financiers à la juste valeur de niveau 1.

4.6. CAPITAUX PROPRES

Afin de faciliter la lecture entre les périodes, le nombre d'actions a été retraité pour tenir compte de la décision prise par l'Assemblée générale du 24 octobre 2011 de diviser par 10 la valeur nominale des

actions composant le capital social et d'attribuer 10 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune pour une action d'une valeur nominale de 1 euro anciennement détenue

Capital social

La Société a été créée le 22 décembre 2005.

	Nombre d'actions (*)	dont actions ordinaires	dont actions de préférence · catégorie A	dont actions de préférence - catégorie B	Nominal (Euros)
Au 1er janvier 2007	140 000			140 000	1 400 000
19/10/2007 - Augmentation de capital	93 339		93 339		933 390
20/12/2007 - Augmentation de capital	46 668		46 668		466 680
22/10/2009 - Réduction de valeur nominal					-2 520 063
22/10/2009 - Augmentation de capital	119 007		119 007		119 007
20/01/2010 - Attribution d'actions gratuites	1 050	1 050	1		1 050
06/04/2010 - Augmentation de capital	5 424		5 424		5 424
06/06/2010 - Attribution d'actions gratuites	140	140)		140
18/06/2010 - Augmentation de capital	1 283		1 283		1 283
10/12/2010 - Augmentation de capital	37 630		37 630		37 630
04/03/2011 - Attribution d'actions gratuites	1 050	1 050)		1 050
17/06/2011 - Attribution d'actions gratuites	140	140)		140
24/10/2011 - Réduction de valeur nominale \square	4 011 579	21 420	2 730 159	1 260 000	0
15/12/2011 - Attribution d'actions gratuites	1 400	1 400)		140
14/02/2012 - Emission d'actions IPO	1 592 798	1 592 798	1		159 280
14/02/2012 - Conversion des actions de					
préférence en actions ordinaires		4 433 510	-3 033 510	-1 400 000	0
07/03/2012 - Attribution d'actions gratuites	10 500	10 500)		1 050
17/03/2012 - Emission d'actions IPO	130 268	130 268	1		13 027
15/06/2012 - Attribution d'actions gratuites	2 800	2 800	1		280
19/12/2012 - Attribution d'actions gratuites	2 800	2 800	1		280
26/03/2013 - Attribution d'actions gratuites	8 400	8 400	1		840
18/06/2013 - Attribution d'actions gratuites	2 800	2 800	<u> </u>		280
Au 30 juin 2013	6 209 076	6 209 076	0	0	620 907,6

Le capital de l'intégralité des actions émises a été libéré.

Bon de souscription d'actions et options de souscription d'actions

Actions gratuites

Date d'AG / Type	Nb de droits attribuées	Nb d'actions émises	Nb de droits annulés	Nombre maximum d'actions à émettre
20/01/2008 - Actions gratuites	42 000	-39 900	-2 100	
06/06/2008 - Actions gratuites	11 200	-5 600	-5 600	
15/12/2009 - Actions gratuites	5 600	-2 800		2 800
05/03/2010 - Actions gratuites	5 600	-2 800		2 800
07/12/2010 - Actions gratuites	5 600	-1 400		4 200
Au 30 juin 2013	70 000	-52 500	-7 700	9 800

Rémunération sous forme d'actions gratuites

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de		20/12	/2007			20/12/	2007			20/12/	2007	
l'AGE												
Date d'attribution par le conseil d'administration		23/01	/2008			06/06	/2008			15/12	/2009	
Nombre d'années de vesting	2	3	4	5	2	3	4	5	2	3	4	5
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Nombre total d'actions gratuites attribuées	10 500	10 500	10 500	10 500	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	90	90	90	90	12	12	12	12	12	12	12	12
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2012	-	-	-	10 500	-	-	-	1 400	-	-	1 400	1 400
Nombre d'actions gratuites attribuées												
Nombre d'actions gratuites annulées				-2 100								
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement				-8 400				-1 400				
Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2013	-	-	-	-	-	-	-		-	-	1 400	1 400
Charges comptables juin 2012 (milliers d'Euros)		1	0			2				7		
Charges comptables juin 2013 (milliers d'Euros)		-1	17			1				4		

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de	20/12/2007			20/12/2007				Total	
l'AGE									
Date d'attribution par le conseil d'administration		05/03/2	2010			07/12/2	2010		
Nombre d'années de vesting	2	3	4	5	2	3	4	5	
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	
Nombre total d'actions gratuites attribuées	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	64 400
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	12	12	12	12	12	12	12	12	552
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2012		1 400	1 400	1 400	-	1 400	1 400	1 400	23 100
Nombre d'actions gratuites attribuées									0
Nombre d'actions gratuites annulées									-2 100
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement		-1 400							-11 200
Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2013	•	-	1 400	1 400	-	1 400	1 400	1 400	9 800
		•	•		•		•		-
Charges comptables juin 2012 (milliers d'Euros)		6				10			35
Charges comptables juin 2013 (milliers d'Euros)		3				6			-2

Dividendes

Il n'y a eu aucune décision de distribution de dividendes sur le 1^{er} semestre 2013.

Gestion de capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et de soutenir le développement futur de l'activité.

A ce titre un contrat de liquidité a été signé en mars 2012 avec la banque BIL (ex Dexia Securities France). Au 30 juin 2013, 27.311 actions propres étaient détenues par la Société (comptabilisées en déduction des fonds propres) et 348 835,66 euros d'espèces figuraient en actifs financiers à long terme.

4.7. DETTES FINANCIERES

Dettes financières	Courant	Non courant	Total	Dont	
				concour	S
				bancaire	S
Avances remboursables	84	2 002	2 086		
Autres dettes financières	12		12	-	€
Total dettes financières	96	2 002	2 098	-	€

Avances remboursables:

Avances remboursables	K€	Coût historique	
Valeur au 31 décembre 2012	2 441	2 750	(C)
Octroi de l'exercice	0		
Remboursement de l'exercice	-400	-400	
Actualisation sur octroi de l'exercice	0		
Charges financières	45	0	
Valeur au 30 juin 2013	2 086	2 350	(D)
Part à Long terme	2 002		
Part à court terme	84		
	0		

<u>Dans le cadre du projet ostéoporose</u>, la Société a conclu un contrat avec Oséo en date du 12 mars 2007, en vertu duquel la Société a bénéficié d'une avance remboursable d'un montant total de 2 250 000 euros pour le développement d'un nouveau système de libération locale et contrôlée des facteurs de croissance pour la régénération osseuse. L'ensemble des conditions techniques et financières ayant été réalisées, la Société avait perçu l'intégralité de cette aide en 2010.

Comme prévu dans le contrat, la Société a remboursé la première échéance pour un montant de 300.000 euros le 05/04/2012 et la seconde échéance de 400.000 euros le 2 avril 2013. Les termes du contrat prévoyaient au minimum le remboursement d'un montant forfaitaire de 700.000 euros.

Le solde de l'avance, soit 1 550 000 euros, sera remboursable en cas de succès technique et/ou commercial constaté par Oséo sur le projet faisant l'objet du financement.

<u>Dans le cadre de son projet insuline</u>, la Société a conclu un contrat avec OSEO en date du 25 avril 2012, en vertu duquel la Société a bénéficié d'une avance remboursable de 800.000 euros pour le développement d'une formulation d'insuline humaine à action rapide, incluant, notamment, le lancement d'une étude clinique de phase IIa.

L'ensemble des conditions techniques et financières ayant été réalisées, la Société a reçu l'intégralité de cette aide remboursable le 30 avril 2012.

En cas de succès technique et/ou commercial, l'avance sera remboursable en totalité selon un échéancier défini.

En cas d'échec technique et/ou commercial, les termes du contrat prévoient un remboursement d'un montant forfaitaire de 280.000 euros, dont 130.000 euros en 2017 et 150.000 en 2018

La juste valeur de cette nouvelle avance reçue a été déterminée sur la base d'un taux d'intérêt de 3% par an.

Ventilation en coût historique des avances

(D)	30/06/2013	Infé rie ur à	De 1 à 5	A plus de 5
		1 an	ans	ans
Avance Ostéoporose	1 550		1 550	
Avance Insuline (2012)	800	0	205	595

Autres dettes financières

Les autres dettes financières concernent un engagement de crédit-bail pris au cours du semestre à hauteur de k€68 et remboursé sur la période pour un montant de K€11.

4.8. PROVISIONS

PROVISIONS (K€)	Avantages au personnel	Autres provisions LT	Provisions pour risques et charges - part à moins d'un an	Total
Valeur au 31 décembre 2012	198			198
Dotations	15			15
Reprise avec utilisation				
Reprises sans utilisation				
Valeur au 30 juin 2013	213			213

4.9. FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Les passifs courants de la Société s'analysent comme suit :

(K€)	30/06/2013	31/12/2012
Comptes auxiliaires	2 017	2 076
Effets à payer		
Factures non parvenues	1 202	1 748
Fournisseurs	3 219	3 825
Clients créditeurs		_
Dettes fiscales et sociales	1 283	1 463
Autres dettes	29	12
Produits constatés d'avance	4 683	5 636
Autres Passifs courants	5 995	7 111
Total Passifs Courants Exploitation	9 214	10 936

L'intégralité des dettes fournisseurs et des autres passifs courants a une échéance à moins d'un an.

Les produits constatés d'avance (4,6 millions d'euros) concernent principalement le retraitement de l'*up-front payment* reçu en 2011 de notre partenaire pour 7,6 millions d'euros, suite à la signature du contrat de licence sur le développement d'une nouvelle formulation d'insuline analogue rapide. Suite à la décision prise par les deux sociétés de ne pas poursuivre la collaboration, ce produit sera reconnu en totalité en revenus au troisième trimestre 2013.

Le poste « autres dettes fiscales et sociales » comprend les charges à payer sociales et fiscales.

4.10. RESULTAT OPERATIONNEL

COMPTE DE RESULTAT	Notes		30/06/2013	30/06/2012
(K€)				
Contrats de recherches et revenus de licences		4.11	905	2 548
Subventions, financements publics et crédit		4.12	1 834	1 559
Produits		•	2 739	4 107
Achats consommés			-366	-439
Charges de personnel		4.14	-2 866	-2 206
Charges externes		4.13	-3 869	-3 026
Impôts et taxes			-48	-38
Dotation aux amortissements & provisions		4.15	-238	-161
Autres produits et charges opérationnels				
Charges opérationnelles			-7 386	-5 870
Résultat opérationnel courant			-4 647	-1 762
Charges et produits opérationnels non				
courants				
Résultat opérationnel			-4 647	-1 762

Répartition des charges par destination :

CHARGES PAR DESTINATION	30/06/2013	30/06/2012
(K€)		
Frais de recherche et développement	-6 460	-5 094
Coûts administratifs	-926	-776
Charges opérationnelles	-7 386	-5 870

Les frais de recherche et développement se décomposent comme suit :

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT (K€)	30/06/2013	30/06/2012
Achats consommés	-341	-431
Charges de personnel	-2 350	-1 817
Charges externes	-3 536	-2 682
Impôts et taxes	-39	-32
Dotation aux amortissements & provisions	-195	-132
Total frais de recherche et développement	-6 460	-5 094

4.11. CHIFFRE D'AFFAIRES

CHIFFRE D'AFFAIRES	30/06/2013	30/06/2012
(K€)		
Contrats de recherche	-47	1 398
Revenus de licences	953	1 151
Autres		
Total	905	2 548

Le chiffre d'affaires est composé :

- Au titre des contrats de recherche : des revenus générés au titre de prestations de recherche effectuées pour des partenaires
- Au titre des licences : impact de l'étalement, sur la période de développement prévue, de « l'up-front payment » dû par Eli Lilly à la signature du contrat.

4.12. AUTRES REVENUS

AUTRES REVENUS	30/06/2013	30/06/2012
(K€)		
Financements de projets	0	109
Crédit impôt recherche	1 830	1 445
Autres	4	4
Total	1 834	1 558

4.13. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Ce sont principalement les études in-vivo, les études cliniques, les loyers ainsi que toutes les charges de fonctionnement de la Société. Les charges d'études cliniques sont apparues en 2009 avec le lancement des phases d'essais cliniques.

4.14. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel se répartissent de la manière suivante :

CHARGES DE PERSONNEL (K€)	30/06/2013	30/06/2012
Salaires et indemnités	1 998	1 651
Charges sociales	868	555
Total Charges de personnel	2 866	2 206

EFFECTIFS	30/06/2013	30/06/2012
Techniciens	36	34
Cadres	35	31
Effectif total	71	65

Au 30 juin 2013, la société comptait 25 chercheurs titulaires d'un doctorat.

Plus de 80% des effectifs sont directement affectés aux opérations de recherche et développement.

4.15. AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS

Les dotations nettes aux amortissements et aux provisions s'analysent de la façon suivante :

AMORTISSEMENT ET PERTE DE VALEUR	30/06/2013 30/06/2012		
<u>(K€)</u>			
Dotations immobilisations corporelles	212	136	
Dotations immobilisations incorporelles		0	
Dotations immobilisations crédit-bail	11	11	
Amortissement et provisions sur Immobilisations	223	147	
Provisions pour risques et charges (dotations)	15	29	
Provisions sur actif circulant (dotations)			
Reprises		-16	
Dotations/Reprises aux Amortissements et Provisions	238	160	

4.16. RESULTAT FINANCIER

Le coût de l'endettement financier net se décompose comme suit :

RESULTAT FINANCIER	30/06/2013	30/06/2012
<u>(K€)</u>		
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	71	74
Intérêts calculés sur avances conditionnées	-46	-50
Coût de l'endettement financier net	25	24
Pertes et Gains de change		
Autres produits et charges financières		-11
Résultat financier	25	13

4.17. RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net consolidé (K€)	-4 622	-1 749
Nombre moyens d'actions	6 202 517	5 739 704
Résultat net par action (€)	-0,7	-0,3

Les instruments de capitaux propres en circulation ne sont pas intégrés dans le calcul du résultat par action car en raison des pertes de la société sur les exercices, ils sont considérés comme anti-dilutifs.

5. PARTIES LIEES ET REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

L'Assemblée Générale du 18 juin 2013 a porté de 50.000 euros à 70.000 euros le montant des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration, au titre de l'exercice 2013, ainsi qu'au titre de chaque exercice ultérieur et ce jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Le Conseil d'Administration qui s'est tenu le 18 juin 2013 a défini les modalités d'allocation des jetons de présence et les a limités aux seuls membres indépendants du Conseil.

Pour le premier semestre 2013, le montant ainsi alloué porte sur K€1.

Les rémunérations versées aux organes d'administration et de surveillance s'analysent de la façon suivante :

(K€)	30/06/2013	30/06/2012
Rémunérations brutes fixes (*)	175	102
Rémunérations brutes variables (*)	80	70
Rémunérations brutes exceptionnelles (*)	100	
Avantages en nature	4	4
Jetons de présence	21	12
TOTAL	380	188

^(*) Les rémunérations incluent en sus de celle de Gérard Soula, celle d'Olivier Soula pour 2013, nommé Directeur Général délégué le 15 décembre 2012

6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements en matière de location simples non résiliables :

En date du 13 octobre 2011, la Société a signé un bal commercial avec le Grand Lyon pour une durée de 3 ans fermes.

A l'issue de cette première période, et en l'absence d'une offre adaptée ou équivalente sur le site BioParc à Lyon ou autre, proposée au maximum six mois avant la fin du bail, ce dernier sera renouvelé par tacite reconduction pour une nouvelle durée de 3 ans ;

A l'issue de la première période de renouvellement, le propriétaire aura la possibilité de mettre un terme au bail moyennant un préavis de six mois.

Le loyer annuel s'élève à 338 milliers d'euros HT, auquel s'ajoutent les provisions pour charges pour un montant de 132 milliers d'euros HT annuel.

Le loyer concernant les 20 emplacements de parking s'élève quant à lui à 8.026 euros par an.

Enfin, un dépôt de garantie de 27 269 euros a été versé.

- 1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel
- 2. Rapport semestriel d'activité
- 3. Information financière semestrielle 2012 normes IFRS
- 4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

1. Adocia

1.1 Periode du 1^{er} Janvier au 30 Juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

ODICEO

115, boulevard Stalingrad C.S. 52038 69616 Villeurbanne Cedex S.A. au capital de €275.000

Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres

Tour Oxygène 10-12, boulevard Marius Vivier Merle 69393 Lyon Cedex 03 S.A.S. à capital variable

> Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles

Adocia

1.3 PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels résumés de la société Adocia, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels résumés.

Villeurbanne et Lyon, le 4 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Sylvain Boccon-Gibod

Sylvain Lauria